RAPPORT ANNUEL 2008
SUR L'ACCES DU PUBLIC AUX DOCUMENTS
(Règlement (CE) n° 1049/2001 – art. 17)

(Conformément aux dispositions de l'article 97, paragraphe 7 du règlement intérieur du Parlement)

PE 421.924/BUR/ANN.

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION 3

II. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET REGISTRES 3

1. Déclassification des archives confidentielles âgées de plus de 30 ans 3

2. Registre électronique 3

4. Documents sensibles 4

III. ANALYSE DES DEMANDES D'ACCES 4

1. Volume 4

2. Profil des demandeurs et répartition géographique 4

3. Domaines d'intérêt 5

IV. APPLICATION DES EXCEPTIONS AU DROIT D'ACCES 5

1. Taux de réponses positives 5

2. Motifs de refus 5

V. PLAINTES AU MEDIATEUR EUROPEEN, RECOURS JURISDICTIONELS ET JURISPRUDENCE 6

1. Plaintes présentées au Médiateur européen 6

2. Recours juridictionnels 6

3. Arrêts rendus 6

VI. AUTRES ASPECTS DE LA POLITIQUE DE LA TRANSPARENCE 7

1. Révision du règlement (CE) N° 1049/2001 7

2. Amélioration de la communication envers le citoyen 8

3. Coopération interinstitutionnelle 8

VII. CONCLUSIONS 8

ANNEXES

DONNEES STATISTIQUES RELATIVES AU TRAITEMENT DES DEMANDES D'ACCES ....A-I

I. INTRODUCTION

Le présent rapport, couvrant l'année 2008, concerne la mise en œuvre du règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission[1] par le Parlement. Il est élaboré en application de l'article 17, paragraphe 1 dudit règlement.

Les tableaux statistiques repris à la fin du document permettent de suivre l'évolution de la mise en œuvre du règlement au cours des cinq années précédentes.

II. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET REGISTRES

1. Déclassification des archives confidentielles âgées de plus de 30 ans

Par décision du 24 octobre 2005, le Bureau du Parlement a établi un Comité de déclassification des documents confidentiels âgés de plus de trente ans. Sur la base des critères de déclassification proposés par le comité et approuvés par le Secrétaire général, pendant l'année 2008, le comité a examiné 130 dossiers "Pétitions".

Suite à la proposition du comité, le Secrétaire général a adopté, le 11 juillet 2008, une décision concernant la déclassification des documents du Fonds "Pétitions" pour la période 1955-1979. Une étude d'analyses de ces pétitions sera mise à la disposition du public en concomitance avec les élections de 2009.

2. Registre électronique

A la fin de l'exercice 2008, la base de données "Registre" contenait 262.049 références (1.682.774 fichiers); **90%** des documents sont **directement accessibles** par téléchargement d'Internet.

Les données relatives à la consultation du site du "Registre public - Accès aux documents", accessible sur le serveur EUROPARL sont les suivantes (moyennes mensuelles): **Nombre de visites 11.429**; **Nombre de recherches 10.567**; **Nombre de pages visitées 26.685.**

3. Registre comitologie

Le 3 juin 2008, la Commission et le Parlement ont signé un accord relatif aux modalités d'application de la décision 1999/468/CE du Conseil fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission, telles que modifiées par la décision 2006/512/CE[2]. Cet accord prévoit la création d'un Registre Comitologie partagé, ce qui permettra une identification plus claire (référence unique pour les 2 institutions) des étapes de la procédure et des documents transmis au Parlement dans le cadre de ses prérogatives en vertu de la décision citée.

[1] JO L 145 du 31.5.2001, p. 43
[2] JO C 143 du 10.6.2008, p.1

4. Documents sensibles

Le règlement prévoit, à l'article 9, un traitement spécifique pour les documents dits "sensibles"[3]. En vertu du paragraphe 3 de cet article, les documents sensibles ne sont inscrits au Registre que moyennant l'accord de l'autorité d'origine.

En 2008 aucun document sensible au sens de l'article 9 du règlement (CE) n° 1049/2001 n'était inscrit au Registre.

III. ANALYSE DES DEMANDES D'ACCES

1. Volume

Suite à la stabilisation du nombre total de demandes constatée dans l'exercice précédent, on remarque, cette année, une diminution nette des demandes. Il faut souligner toutefois, qu'au début de l'année, un problème technique s'était produit sur le site, rendant difficile l'accès au formulaire électronique pour introduire des demandes.

- de 2007 à 2008 le nombre total de demandes effectuées à partir du portal "Accès aux documents" est passé de 1.865 à 1.300
- en ce qui concerne les demandes relatives à des **documents non publics** (demandes initiales en conformité avec l'article 7 du règlement (CE) n° 1049/2001), une diminution a été constatée également en chiffres absolus (**237** face à 334 en 2007) tandis que, en termes relatifs, cela se maintient autour de **18%** du total des demandes reçues.

Le nombre des **demandes confirmatives** (article 8 du règlement (CE) n°1049/2001) a triplé; 13 demandes ont été enregistrées en 2008 contre 4 en 2007.

En ce qui concerne les plaintes devant le Médiateur européen, une plainte a été introduite en 2008.

2. Profil des demandeurs et répartition géographique

Pour les catégories socioprofessionnelles, les demandes émanant des **milieux professionnels (groupes d'intérêts, industries, avocats, consultants)** sont, cette année, les plus nombreuses (**54 %** du total).

En ce qui concerne la répartition selon l'origine géographique des demandes, la Belgique est le pays d'où provient la majorité des demandes, suivi du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France.

[3] "*documents émanant des institutions ou des agences créées par elles, des États membres, de pays tiers ou d'organisations internationales, classifiés "TRÈS SECRET/TOP SECRET", "SECRET" OU "CONFIDENTIEL", en vertu des règles en vigueur au sein de l'institution concernée protégeant les intérêts fondamentaux de l'Union européenne ou d'un ou plusieurs de ses États membres dans les domaines définis à l'article 4, paragraphe 1, point a), en particulier la sécurité publique, la défense et les questions militaires"* (article 9, paragraphe 1)

La langue la plus utilisée pour formuler les demandes est l'anglais, suivi du français et de l'allemand.

3. Domaines d'intérêt

Pour ce qui est des demandes d'information concernant la législation en vigueur, les textes adoptés par le Parlement et les textes préparatoires, (documents de travail des commissions parlementaires) - étant donné que ces documents sont dans la plupart des cas documents déjà rendus publics - la réponse de la part du service responsable se fait en informant le demandeur des moyens d'obtention (normalement par lien internet vers EURLEX, OEIL, site internet du PE, Europarl, Registre électronique, etc.) du document souhaité (en conformité avec l'article 10, par. 2 du règlement (CE) N° 1049/2001)

Pour ce qui se rapporte aux demandes (au total de 237) de textes n'ayant pas été divulgués avant la demande, c'est-à-dire ceux qui doivent faire l'objet d'un examen avant une possible divulgation, les types de documents les plus demandés restent **la correspondance (52% des 237)** et **les documents de comitologie (42% des 237).**

IV. APPLICATION DES EXCEPTIONS AU DROIT D'ACCES

1. Taux de réponses positives

Le pourcentage de réponses positives concernant les demandes (237) d'accès à des documents n'ayant pas fait l'objet de divulgation auparavant est sensiblement inférieur par rapport à l'année précédente.

Dans 84% des cas (contre 88% en 2007), les documents ont été divulgués intégralement et, dans 3,85% des cas, un accès partiel aux documents demandés a été accordé.

Le pourcentage des décisions confirmant la position initiale es de 90%, étant donné que dans un des cas (des 13 demandes confirmatives), l'accès a été accordé suite à la demande confirmative.

2. Motifs de refus

Pour ce qui est des réponses négatives fondées sur les exceptions de l'article 4, la ventilation par motif de refus est la suivante:

Le principal motif de refus est l'exception relative à la protection **du processus décisionnel**, article 4, par. 3 (**57,29 %**), suivi de l'exception relative **la protection de la vie privée**, article 4, par. 1b) (**21,88 %**) et l'exception relative à la protection **des objectifs des activités d'inspection, d'enquête et d'audit,** article 4, par. 2, troisième tiret (15,63).

En ce qui concerne l'exception relative à la protection du processus décisionnel, il faut tenir compte du fait que le Parlement reçoit un nombre relativement important de demandes d'accès pour des documents dits de "comitologie" (projets de mesures d'exécution) (voir point III.3). Les textes des mesures d'exécution sont rendus publics seulement après la décision du comité responsable. En conséquence, le demandeur de

tels documents reçoit un refus dans une première instance mais obtient l'accès après une certain période.

La protection de l'objectif des activités d'enquête est en nette augmentation avec 15,63%, contre 2,08% en 2007.

Par contre, la protection des procédures juridictionnelles et des avis juridiques est en nette diminution, ceci notamment en application de la jurisprudence dans les cas respectifs T-36/04 du 12/09/2007, *Association de la presse international (API) c/Commission,* et C-39/05 P.et C-52/05 P du 01/07/2008, *Suède et Turco c/Conseil.*

V. PLAINTES AU MEDIATEUR EUROPEEN, RECOURS JURISDICTIONELS ET JURISPRUDENCE

1. Plaintes présentées au Médiateur européen[4]

Une nouvelle plainte a été déposée auprès du Médiateur européen dans le courant de l'année 2008: 2682/2008/MAD. Elle concerne une demande d'information et non des documents.

Le Médiateur a clôturé 2 cas de plaintes contre le Parlement relatives à des refus de communiquer des documents:

- 3643/2005/GK. Clôturé avec un commentaire critique ;
- 655/2006/SAB. Le Parlement ayant déjà adopté une position politique sur la question, le Médiateur n'a pas jugé utile de soumettre un rapport spécial.

2. Recours juridictionnels

Un recours a été formé en 2008 contre une décision du Parlement en application du règlement (CE) n° 1049/2001: Affaire T-471/08, *Toland/Parlement*[5]. Il se réfère à l'accès à un rapport d'audit interne du Parlement européen.

3. Arrêts rendus

Pendant la période de référence, 4 arrêts importants ont été rendus en matière d'accès aux documents:

- C-39/05 P et C-52/05 P, *Suède et Turco / Conseil*. Arrêt du 01/07/2008
- T-403/05, *My Travel / Commission*. Arrêt du 09/09/2008
- T-42/05, *Rhiannon Williams / Commission*. Arrêt du 10/09/2008
- T-144/05, *Pablo Muñiz / Commission.* Arrêt du 18.12.2008

Dans l'arrêt C-39/05 P et C-52/05 P du 01/07/2008, la Cour a annulé l'arrêt du Tribunal de Première Instance en ce qu'il porte le refus d'un avis juridique du Conseil.

[4] Pour des informations détaillées concernant les plaintes, consulter http://www.ombudsman.europa.eu/cases/home.faces
[5] Voir: http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:032:0037:0037:FR:PDF

La Cour a considéré que la divulgation des documents contenant l'avis du service Juridique d'une institution sur des questions juridiques surgissant lors du débat sur les initiatives législatives, est de nature à augmenter la transparence et à renforcer le droit démocratique des citoyens européens de contrôler les informations qui ont constitué le fondement d'un acte législatif. La cour conclut que le règlement impose, en principe, une obligation de divulguer les avis juridiques relatifs à un processus législatif. Toutefois, ce principe est assorti d'exception dans le cas d'avis rendus dans le contexte d'un processus législatif ayant un caractère particulièrement sensible ou ayant une portée large allant au-delà du cadre du processus législatif. Dans un tel cas, il incomberait à l'institution concernée de motiver le refus de façon circonstanciée.

Pour une information détaillée des différents recours et arrêts, nous nous en remettons aux rapports annuels de la Commission[6] et du Conseil[7], ainsi que au site de la Cour de Justice des Communautés européennes.[8]

VI. AUTRES ASPECTS DE LA POLITIQUE DE LA TRANSPARENCE

1. Révision du règlement (CE) N° 1049/2001

En Avril 2008, la Commission a présenté une proposition relative à la révision du règlement (CE) No 1049/2001. La commission du Parlement européen compétente pour le fond est la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (le député Michael Cashman a été nommé rapporteur). En vue de la préparation de la position du Parlement, cette commission avait procédé, dans une audition publique organisée le 2 juin 2008, à un échange de vues avec les représentants des autres institutions, de la société civile (milieux académiques et professionnels), le Médiateur européen et le contrôleur européen de la protection des données[9]. La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures a adopté le rapport (A6-0077/2009) concernant la révision du règlement le 17/02/2009[10].

En outre, dans la ligne suivie dans des autres résolutions du Parlement en faveur d'une plus grande transparence des procédures législatives interinstitutionnelles et, en particulier des activités parlementaires et des députés européens, la résolution P6_TA(2009)002 (sur la base du rapport de Marco Cappato) a été adoptée en plénière le 14 janvier 2009[11].

---

[6] http://ec.europa.eu/transparency/access_documents/index_fr.htm
[7] http://www.consilium.europa.eu/cms3_fo/showPage.asp?id=305&lang=FR&mode=g
[8] http://curia.europa.eu/fr/transitpage.htm
[9] http://www.europarl.europa.eu/activities/committees/hearings.do?language=EN&page=2&body=LIBE
http://www.europarl.europa.eu/document/activities/cont/200807/20080702ATT33265/20080702ATT33265EN.pdf
[10] http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+REPORT+A6-2009-0077+0+DOC+PDF+V0//FR&language=FR
[11] http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2009-0022+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR

2. Amélioration de la communication envers le citoyen

Une communication efficace du Parlement envers des citoyens, particulièrement dans la période précédant les élections européennes de 2009 est d'une importance particulière. À cet égard, le Parlement a renforcé le rôle des bureaux externes d'information dans les États membres et a créé de nouveaux outils de communication: Web-TV, de nouveaux outils en matière d'audiovisuel et le nouveau Centre des visiteurs.

Parmi ces outils, la Web-TV (lancée le 17 septembre 2008) est d'une importance cruciale car elle offre au groupe de TV-internautes, en pleine croissance, un accès rapide à un large éventail d'informations sur le Parlement européen, ses membres et ses activités au-delà de la simple retransmission *live* des débats de la plénière ou des commissions parlementaires[12]. Le tout dans plus de 20 langues, ce qui la rend unique dans le monde.

3. Coopération interinstitutionnelle

Les services responsables de la mise en œuvre du règlement dans les trois institutions ont maintenu des contacts réguliers sur des questions juridiques relatives à l'implémentation du règlement.

VII. CONCLUSIONS

Une diminution nette du nombre total des demandes d'accès (**1.300**) a été enregistrée pour la première fois depuis l'entré en vigueur du règlement (EC) n° 1049/2001.

Comme dans l'exercice précédent, les **documents dits de comitologie** ainsi que la correspondance non directement accessible constituent le gros des demandes d'accès à des documents non publics.

Le **taux de réponses positives**, en tenant compte uniquement des demandes portant sur des documents jamais publiés, est de **80%**.

Le **motif de refus** le plus invoqué est l'exception relative à la **protection du processus décisionnel**, article 4, paragraphe 3 **(33%)** du règlement (CE) n° 1049/2001.

La protection de l'objectif des activités d'enquête est en nette augmentation avec 15,63%, contre 2,08% en 2007.

Par contre, la protection des procédures juridictionnelles et des avis juridiques est en nette diminution, ceci notamment en application de la jurisprudence dans les cas respectifs T-36/04 du 12/09/2007, *Association de la presse international (API) c/Commission,* et C-39/05 P.et C-52/05 P du 01/07/2008, *Suède et Turco c/Conseil.*

Le nombre de **demandes confirmatives** (article 8 du règlement (CE) n° 1049/2001) est de **13** en 2008.

[12] http://www.europarltv.europa.eu/

Un recours, a été formé en 2008 contre une décision du Parlement en application du règlement (CE) n° 1049/2001.

En ce qui concerne les mesures réglementaires et administratives, le Secrétaire général, sur proposition du Comité de déclassification des documents du Parlement européen, a adopté, le 11 Juillet 2008, une décision concernant la déclassification des documents du Fonds "Pétitions" pour la période 1955-1979.

La Cour de Justice a renversé l'interprétation du Tribunal concernant l'accès à des avis juridiques.

Statistics on REQUESTS FOR ACCESS TO DOCUMENTS - Register 2008 (situation on 31/12/2008)

1. TOTAL NUMBER OF REQUESTS INTRODUCED THROUGH THE REGISTER

2004	2005	2006	2007	2008
1245	1814	1917	1865	1300

2. NUMBER OF INITIAL APPLICATIONS CONCERNING UNPUBLISHED DOCUMENTS

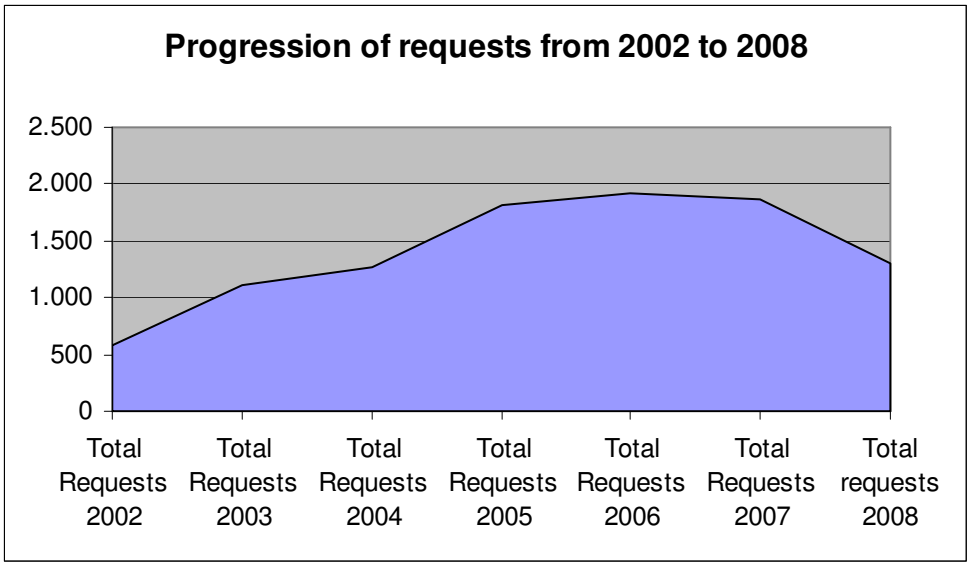
2004	2005	2006	2007	2008
186	298	283	334	237

3. NUMBER OF CONFIRMATORY APPLICATIONS

2004	2005	2006	2007	2008
1[1]	10[2]	5[3]	4[4]	13[5]

4. COMPLAINTS TO THE OMBUDSMAN IN 2004: 1 - 2005: 2 - 2006: 1- 2007: 1- 2008: 1

Progress of the number of requests introduced through the Register



[1] Refusal confirmed (article 4, paragraph 1 b) of Regulation (CE) n° 1049/2001)
[2] Partial access granted in 1 case
[3] Partial access granted in 2 cases
[4] Access granted in 1 case
[5] Partial access granted in 4 cases and total access granted in 1 case

5. LANGUAGE USED BY THE APPLICANT

	2004	2005	2006	2007	2008
BG	-	-	-	-	0,77%
ES	8,10%	5,07%	8,05%	5,36%	5,62%
CS	-	0,83%	0,73%	0,80%	0,23%
DA	0,48%	0,55%	0,52%	0,32%	1%
DE	**15,48%**	**18,52%**	**13,09%**	**10,88%**	**12,77%**
ET	-	0,11%	0,10%		-
EL	1,43%	0,55%	0,94%	1,29%	0,69%
EN	**41,03%**	**43,66%**	**41,42%**	**45,42%**	**50,54%**
FR	**16,90%**	**12,57%**	**21,23%**	**16,35%**	**14,31%**
IT	6,11%	3,86%	3,91%	5,68%	5,31%
LV	0,08%	0,17%	0,63%		0,08%
LT	-	-	-	0,11%	0,08%
HU	0,24%	0,39%	0,73%	0,54%	0,54%
MT	-	0,06%	-	0,05%	-
NL	6,59%	9,26%	5,95%	6,92%	2,31%
PL	0,63%	1,32%	2,24%	2,31%	2,38%
PT	1,19%	1,27%	1,30%	1,02%	0,85%
RO	-	-	-	-	0,38%
SK	0,16%	0,44%	0,68%	0,32%	0,46%
SL	-	-	0,21%	0,05%	-
FI	0,47%	0,66%	0,57%	0,27%	0,38%
SV	1,19%	0,66%	0,37%	0,43%	1,31%
AUTRES	-	-	0,10%	1,88%	-

6. GEOGRAPHICAL SPREAD OF APPLICANTS

	2004	2005	2006	2007	2008
BELGIUM	**15,16%**	**14,28%**	**18,10%**	**15,98%**	**21,08%**
BULGARIA	-	-	-	-	1%
CZECH REPUBLIC	1,03%	1,43%	1,41%	1,39%	0,46%
DENMARK	0,87%	0,88%	0,83%	0,91%	1,15%
GERMANY	**16,75%**	**15,05%**	**14,50%**	**11,26%**	**11,77%**
ESTONIA	-	0,11%	0,16%	0,27%	-
GREECE	1,90%	1,10%	1,25%	2,41%	1,31%
SPAIN	6,90%	4,41%	4,69%	5,68%	4,77%
FRANCE	**11,83%**	**9,87%**	**13,09%**	**10,35%**	9,85%
IRELAND	0,87%	1,27%	0,73%	1,82%	2,38%
ITALY	7,46%	4,36%	5,06%	8,74%	6%
CYPRUS	0,08%	0,44%	0,21%	0,27%	0,46%
LATVIA	0,16%	0,22%	0,89%	0,05%	0,23%
LITHUANIA	0,32%	0,17%	-	0,05%	0,23%
LUXEMBURG	1,43%	0,83%	2,03%	2,20%	2,46%
HUNGARY	1,51%	0,99%	0,89%	0,75%	0,46%
MALTA	0,24%	0,44%	0,16%	0,11%	0,15%
THE NETHERLANDS	4,52%	9,10%	7,41%	9,71%	3,38%
AUSTRIA	1,35%	3,69%	1,25%	1,72%	1,08%
POLAND	1,98%	3,03%	3,23%	3,27%	2,92%
PORTUGAL	1,59%	1,16%	1,62%	0,91%	1%
ROMANIA	-	-	-	-	0,92%
SLOVENIA	0,08%	-	0,37%	0,27%	0,46%
SLOVAKIA	0,16%	0,55%	0,78%	0,38%	0,54%
FINLAND	0,71%	1,10%	0,99%	0,43%	0,77%
SWEDEN	2,38%	1,05%	0,83%	0,91%	1,77%
UNITED KINGDOM	5,63%	9,59%	5,53%	6,86%	**12,92%**
CANDIDATE COUNTRIES	2,62%	3,64%	3,96%	3,16%	0,46%
THIRD COUNTRIES	10,79%	7,00%	7,51%	0,05%	10%
NON SPECIFIED	1,67%	4,24%	2,50%	10,08%	-

7. PROFESSIONAL PROFILE OF APPLICANTS

	2004	2005	2006	2007	2008
CIVIL SOCIETY (Lobbies, industry, NGO, consultants, etc.)	**24,57%**	20,59%	**21,39%**	**21,95%**	**54%**
JOURNALISTS	1,71%	6,47%	2,88%	2,86%	0,11%
LAWYERS	5,35%	4,04%	6,48%	6,49%	0,43%
ACADEMIC WORLD University Research	**35,95%**	**34,60%**	**39,39%**	**36,69%**	**27,38%**
ACADEMIC WORLD Libraries	3,53%	2,79%	3,49%	4,03%	2,27%
PUBLIC AUTHORITIES (other than EU institutions)	7,17%	4,27%	5,10%	4,61%	10,28
MPE, MPE ASSISTANT	1,59%	1,84%	1,33%	1,30%	-
OTHERS (Pensioners, unemployed, etc.)	20,14%	**25,40%**	19,94%	**22,08%**	**5,52%**

8. REFUSAL PURSUANT ART. 4 OF REGULATION 1049/2001

	2004[1]	2005[2]	2006[3]	2007[4]	2008[5]
ARTICLE 4.1a) PROTECTION PUBLIC INTEREST				6,25%	2,08%
ARTICLE 4.1b) PROTECTION PRIVACY AND INTEGRITY OF THE INDIVIDUAL	63,64%	**77,78%**	**24,44%**	**39,58%**	**21,88%**
ARTICLE 4.2.1E PROTECTION COMMERCIAL INTEREST		1,85%	8,88%	**10,42%**	1,04%
ARTICLE 4.2.2E PROTECTION COURT PROCEEDINGS AND LEGAL ADVICE	18,18%	**12,96%**	**24,44 %**	8,33%	2,08%
ARTICLE 4.2.3E PROTECTION INSPECTIONS AUDITS	18,18%	1,85%		2,08%	**15,63%**
ARTICLE 4.3 PROTECTION INSTITUTIONS - DECISION-MAKING PROCESS		**5,56%**	**40%**	**33,33%**	**57,29%**
ARTICLE 4.5 VETO MEMBER STATES			2,22 %		

[1] Total number of refusals: 11 - Partial access: 5
[2] Total number of refusals: 54 - Partial access: 20
[3] Total number of refusals: 36 - Partial access: 9
[4] Total number of refusals: 40 - Partial access: 8
[5] Total number of refusals: 47 - Partial access: 5 cases at initial stage and 4 cases at confirmative stage

9. REFUSAL DUE TO REASONS OTHER THAN EXCEPTIONS IN REGULATION 1049/2001

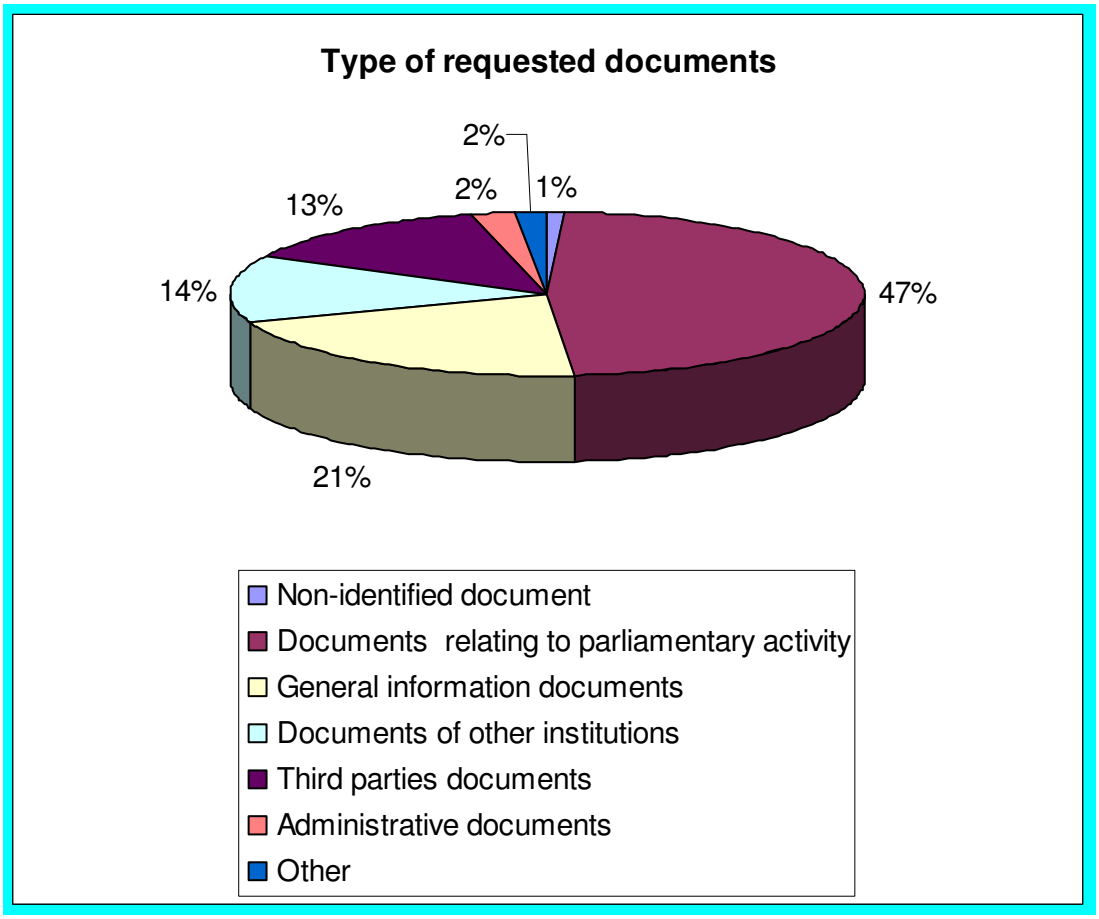
	2004[1]	2005[2]	2006[3]	2007[4]	2008[5]
NON-IDENTIFIED DOCUMENTS	66,13%	43,94%	31,88%	30,30%	46,43%
DOCUMENTS NOT ANYMORE AVAILABLE	1,61%	9,85%	5,80%	0,76%	-
FORWARDED FOR FURTHER ACTION TO ANOTHER ORGAN	32,26%	8,33%	5,07%	3,03%	28,57%
REQUEST WITHDRAWN	-	3,03%	12,32%	8,33%	21,43%
ADMINISTRATIVE CODE OF CONDUCT	-	34,85%	44,93%	57,58%	3,57%

[1] Total number of refusals: 62
[2] Total number of refusals: 78
[3] Total number of refusals : 138
[4] Total number of refusals : 132
[5] Total number of refusals : 28

10. TYPE OF DOCUMENTS

	2004			2005			2006			2007			2008		
		%			%			%			%			%	
1. Documents relating to parliamentary activity	34,60	42,39	42,39	42,39			48,25	0,05		42,39	0,12		47,52	0,17	
Rules of Procedure								0,32			0,41			0,43	
Members' activities					7,53			3,84	0,11						0,26
Member's declarations of financial interests						0,22			0,11			0,12			4,26
Parliamentary questions and answers						7,31			3,40			2,59			0,43
Written declarations (Art. 116)									0,22			0,18			0,18
Plenary Documents					24,45	7,31		29,68							
Agendas									0,05						0,17
Tabled texts (motions for resolution/reports)						9,71			12,04			9,61			9,2
Amendments						0,22			1,08			0,77			1,28
Adopted Texts (including Interinstitutional Agreements)						6,79			14,42			11,67			10,39
Minutes						0,07			0,59			0,47			0,6
Verbatim report of proceedings (debates)						0,67			1,40			2,3			2,47
Roll-call votes						0,22			0,05			0,47			1,36
Committees and Delegations					9,91	7,53		9,12			0,06				
Agendas									0,05			0,12			0,17
Working documents						0,52			6,32			4,36			2,04
Communications to Members						0,07			0,49			0,18			0,17
(Draft) opinions						0,15			0,27			0,59			0,17
Draft reports						0,67			0,70			1,59			2,04
Amendments						0,22			0,32			0,47			0,68
Minutes						0,45			0,38			0,83			1,96
Verbatim - tapes						0,30			0,54			0,88			0,94
Conciliation								0,54			0,29			0,26	
Studies/Research Notes					1,79			1,35			2,3			2,13	
Political bodies					2,54	1,79		3,35			0,06				
Bureau						0,75			2,97			2,36			4,34
Conference of Presidents									0,16			0,29			0,68
Conference of Committee Chairmen												0,06			
Quaestors									0,22			0,12			0,68

	2004			2005			2006			2007			2008		
	%			%			%			%			%		
2. General information documents	42,83			29,38			22,03			20,34	0,12		20,46		
Press									0,11			0,24			0,51
Legislation			24,90			17,23			12,69			11,62			10,31
Official Publications			0,58			0,89			3,56			2,77			2,73
UE Policies			4,65			2,61			1,51			1,65			1,11
Competitions/Recruitment			0,08			0,30			0,43			0,29			0,26
Treaties			5,81			3,43			1,13			1,24			1,87
Official Journal			2,24			1,42			1,03			0,88			1,45
Tenders/Grants			0,50			0,22			0,54			0,77			0,51
Activities PE/UE (Bulletin)			3,07			2,68			0,38			0,29			0,26
Composition PE			1			0,60			0,65			0,47			1,45
3. Documents of other institutions	6,55		0,66	5,44		0,67	10,75			12,74			13,47		
Council			1,33			1,34			0,54			0,71			0,43
Commission			4,56			3,43			9,94			11,62			12,95
Economic and Social Committee (ESC)									0,11			0,12			
Committee of Regions (CoR)															0,09
Court of Justice									0,16			0,29			
Court of Auditors (CA)						0,07									
European Investment Bank (EIB)															
4. Third parties documents	10,21			13,12			12			14,16			13,21	0,17	
Correspondence			7,05			10,44			9,94			12,15			10,48
Petitions			1,58			1,19			0,92			1,12			1,45
Political Groups									0,43			0,18			0,17
Member States documents			0,25			0,45			0,22			0,18			0,34
Third countries documents									0,11						0,09
International organisations documents			1,33			1,04			0,38			0,53			0,51
5. Administrative documents	0,42			0,90			1,24			1,53	0,06		2,47		
Legal opinions						0,30			0,38			0,35			0,34
Administration bodies / Personal dossiers									0,86			0,94			2,13
Award of contract			0,25									0,18			
6. Other	2,24			2,68			1,51			2,30			1,53		
7. Non-identified document	3,15			2,24			4,21			5,66			0,85		



Documents listed in the Registre

Total Documents	References	Files
December 2008	262.049	1.682.774

Statistics on consultation of the Access to Documents' website on Europarl

	Total	Monthly
Hits	320.220	26.685
Queries	126.804	10.567
Visits	137.148	11.429